

Commission : Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?

Auteur : Ouganda

L'Ouganda est un pays souverain situé en Afrique de l'Est dont la capitale est Kampala, qui a obtenu son indépendance du Royaume-Uni le 9 octobre 1962, année de son adhésion à l'ONU. Notre pays fait également partie du Commonwealth et de l'Union Africaine depuis 1963.

Le président Yoweri Museveni, qui est au pouvoir depuis 1986, est chef du gouvernement et chef de l'État dans une démocratie multipartite, donc à régime présidentiel. Le pouvoir exécutif est aux mains du gouvernement, tandis que le pouvoir législatif est partagé entre le gouvernement et l'Assemblée nationale. C'est l'un des pays les plus stables d'Afrique, entouré de pays en conflit.

Les enjeux de notre pays sont nombreux ; aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux, il faut ajouter en ce moment que l'Ouganda est un des plus grands pays d'accueil de réfugiés au monde, puisque le chiffre de 1,3 million de personnes accueillies a déjà été dépassé.

La situation s'aggrave avec une croissance démographique incontrôlée, la pauvreté, une vulnérabilité aux catastrophes et aux épidémies, le manque d'infrastructures et de personnel qualifié. Les solutions sont difficiles et ne peuvent se faire qu'à travers des accords, de la coopération et des traités qui profitent à toutes les parties.

L'Ouganda est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis le 1er janvier 1995 et a adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) depuis le 23 octobre 1962.

A travers des d'accords commerciaux bilatéraux internationaux, multilatéraux, le gouvernement Ougandais cherche à faciliter et obtenir un développement durable tant pour faciliter l'accès des produits ougandais aux marchés internationaux comme pour encourager des investissements étrangers dans le pays, en structures modernes, hôpitaux, écoles, routes, traitement des déchets etc. Cela se traduit par une amélioration de la qualité de vie de ses habitants et un progrès économique.

Les pays entourant l'Ouganda reçoivent d'importants investissements de la Chine pour accomplir leurs ambitions géopolitiques et tisser une influence économique, politique et culturelle dans le continent Africain ; et l'Ouganda n'est pas une exception, les Chinois essaient également de faire de même avec notre pays.

La position de notre gouvernement, pour résoudre la plupart des problèmes du pays et ne pas être tenté de tomber sous l'influence de la Chine, est de conclure des accords avec les pays occidentaux et l'Union européenne pour en tirer des bénéfices économiques et culturels et de la coopération transfrontalière sans la crainte de perdre notre souveraineté; Nous appelons de nos vœux, par exemple, un accord de libre-échange (TLC) à l'image de ceux déjà signés avec l'Inde, mais aussi l'Australie, la Malaisie, la Thaïlande ou le Vietnam, entre autres.

L'Accord de Cotonou, en attente d'être prorogé, vise à renforcer la capacité de l'UE et des pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et qui vise à éradiquer la pauvreté et contribuer à l'intégration progressive de ces pays dans l'économie mondiale.

L'Ouganda a lancé des plans et signé des traités pour pouvoir s'adapter aux nouveaux changements mondiaux : carte africaine des droits de l'homme et des peuples, protocole de Kyoto, convention relative au statut des réfugiés, convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, accord de Paris parmi tant d'autres.

En conclusion, notre pays est prêt à conclure toutes sortes d'accords et de coopération avec l'Union européenne pour générer de la richesse et du bien-être pour nos citoyens ainsi que ceux de l'UE . Nous sommes sûrs qu'une association sera bénéfique pour les deux parties car c'est un territoire géopolitiquement très intéressant pour l'UE. En coopérant davantage, on pourrait limiter l'influence économique et sociale croissante de la Chine sur le territoire Africain et renforcer celle de l'UE.

Nous sommes disposés à conclure des accords avec nos points forts, nos matières premières, notre population, travailler sur les politiques intérieures, s'améliorer dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement et de la pauvreté.